LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN COMMUNAUTE FRANCAISE

A côté des différentes formes et des différents niveaux d'enseignement, qui constituent la part la plus importante du domaine couvert par notre Administration générale, la recherche scientifique relève également de sa compétence.

Exception faite de la recherche en éducation, dont il ne sera pas ici question, parce que, pour d'évidentes raisons, elle bénéficie d'un traitement particulier qui est en l'occurrence confié au Service général du Pilotage du système éducatif, la recherche scientifique reçoit, pour l'essentiel, de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (D.G.E.N.O.R.S.) le soutien financier que la Communauté française est en mesure de lui accorder.

En vertu de la répartition des compétences entre Régions et Communautés, tout ce que l'on entend par recherche appliquée, développement technologique et innovation est l'affaire des premières, tandis que les secondes n'ont en principe à connaître que de la recherche dite fondamentale. Il faut toutefois signaler que l'enseignement supérieur de type long, dispensé pour la plus grande partie dans les Hautes Ecoles, a reçu autorité en 1995 (décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, article 4, § 2) pour mener des activités de recherche appliquée et que, étant donné la tutelle assurée sur l'enseignement par la Communauté française, celle-ci est donc également compétente en matière de recherche appliquée dans cette étroite limite, limite d'autant plus étroite à l'heure actuelle que les dispositions de l'article 4 susvisé n'ont guère, jusqu'à présent, trouvé elles-mêmes à s'appliquer.

Si l'on ne tient pas compte de la part, non négligeable d'ailleurs, consacrée effectivement aux dépenses de recherche par nos institutions universitaires et prélevée dans l'enveloppe que celles-ci reçoivent de la Communauté française pour assurer leur fonctionnement (voir ici même l'article de Michel ALBERT, « Financement et gestion des Universités dans notre Communauté aujourd'hui et demain »), la D.G.E.N.O.R.S. dispose ainsi d'environ 95 millions d'euros pour apporter un soutien financier à la recherche scientifique.

Plus des deux tiers (70 % en fait) de ce budget vont au **Fonds National de la Recherche scientifique** (F.N.R.S.) et aux fonds qui lui sont associés (**Fonds de la Recherche Scientifique Médicale – F.R.S.M. –**, **Institut Interuniversitaire des Sciences Nucléaires – I.I.S.N. –**, **Fonds de la Recherche Fondamentale Collective d'initiative des chercheurs – F.R.F.C. –**, **Fonds pour la Formation à la Recherche dans l'Industrie et dans l'Agriculture – F.R.I.A.**).

Si ces divers fonds doivent évidemment justifier auprès de la Communauté, par la remise annuelle des rapports d'activité et des bilans comptables, les subventions globales qu'ils en reçoivent, ils sont néanmoins les complets gestionnaires de celles-ci et ce sont eux par conséquent qui décident de l'affectation des montants ainsi que, via un système de sélection par des commissions scientifiques spécialisées, des bénéficiaires finaux de la subsidiation.

Deux principes guident l'action du F.N.R.S. et des Fonds associés :

- 1) principe de l'« **élitisme** » : le soutien (financier ou autre) ne va qu'aux meilleurs (chercheurs ou laboratoires) ;
- 2) principe du « **bottom up** » : il n'y a pas d'appels d'offre, mais réponse à la demande des chercheurs ou des laboratoires eux-mêmes.

L'essentiel des ressources est ainsi consacré à l'octroi :

- de **mandats**, temporaires ou permanents, pour une possible carrière de chercheur en 5 étapes (Aspirant, Chargé de recherches, Chercheur qualifié, Maître de recherches, Directeur de recherches) ;
- de **bourses** et de **crédits** à des chercheurs individuels (F.N.R.S.) ou à des équipes (Fonds associés), en vue de leur permettre de mener à bien des programmes de recherche ou des missions de divers ordres (séjours à l'étranger, organisation de réunions scientifiques en Belgique, etc.).

Le F.N.R.S. ne possède pas d'infrastructures propres : ses mandataires et les laboratoires qu'il finance sont en fait insérés dans les institutions universitaires, dont les autorités académiques jouent en contrepartie un rôle fondamental dans la direction des Fonds, mais les missions des uns et des autres restent spécifiques et les moyens mis à leur disposition également.

En conséquence, d'autres types de subventions sont accordées aux universités en vue du financement de leurs propres activités de recherche. En voici les deux principaux :

- 1) Le **fonds spécial pour la recherche** (créé et régi par un arrêté royal du 22 avril 1985). Les subsides accordés via ce fonds sont répartis entre les différentes institutions universitaires au prorata du nombre de leurs diplômés belges de 2^e et de 3^e cycles, mais pour pouvoir en bénéficier, chaque institution doit prélever sur ses ressources propres, en ce compris l'allocation de fonctionnement, un montant équivalent à un certain pourcentage (17,5 % depuis plusieurs années) des subsides ainsi octroyés (pas loin de 12 millions d'euros).
- 2) Les **actions de recherche concertées** (dont un arrêté du 13 avril 2000 constitue la dernière base légale). Comme dans le cas du fonds spécial pour la recherche, seules les institutions habilitées à délivrer des diplômes de 2^e et 3^e cycles sont concernées. Celles-ci, après une concertation avec l'administration et une évaluation par des experts extérieurs sur base de critères bien définis, peuvent proposer à un financement important et pluriannuel des programmes de recherche où sont idéalement impliquées plusieurs équipes mettant en commun des compétences pluridisciplinaires et complémentaires. Les actions de recherche concertées, ou ARC, qui s'étalent en principe sur cinq ans et qui peuvent être reconduites, visent en fait au développement de centres universitaires ou interuniversitaires d'excellence en recherche fondamentale dans des domaines considérés comme prioritaires par la/les institution(s) concernée(s). Il peut également s'agir de « centres d'excellence pratiquant de manière intégrée la recherche fondamentale et la recherche appliquée et ayant en vue la valorisation économique et sociale des résultats des recherches. » (arrêté du Gouvernement de la Communauté française et les institutions universitaires habilitées à décerner des diplômes de deuxième et de troisième cycles, article 2, § 1^{er}) (plus de 11,5 millions d'euros).

Des budgets de moindre taille sont réservés au financement d'activités scientifiques d'ampleur variable. Dans certains cas, ce sont encore les universités seules qui en bénéficient. Telles sont les subventions accordées :

- à des chercheurs et à des membres du personnel scientifique ou académique pour les **missions** qu'ils sont amenés à accomplir à l'étranger (participation à des congrès, séminaires, écoles d'été, etc.) ;
- aux jeunes chercheurs et étudiants de 2^e ou 3^e cycle, dans le cadre de **voyages en groupe** à l'étranger organisés pour eux en vue de parfaire leur formation scientifique ;
- aux doctorants sélectionnés par les universités dans le cadre du **Concours des bourses de voyage**, pour des séjours scientifiques de 2 à 6 mois à l'étranger.

D'autres budgets peuvent profiter, non seulement aux universités, mais également à d'autres institutions de recherche ou d'enseignement supérieur (Hautes Ecoles, Instituts Supérieurs d'Architecture, Ecoles Royale Militaire, etc.). C'est ainsi que des subsides sont prévus pour financer :

- les programmes de **recherche fondamentale collective** choisis par le Ministre compétent ; ils sont établis pour une durée d'un an ou plus et sont reconductibles (un peu plus de 2 millions d'euros sont ainsi consacrés par an à une vingtaine de programmes) ;
- le fonctionnement, le personnel, les missions et les activités de publication ou autres de l'**Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique** (les subsides s'élèvent annuellement à presque 1,2 millions d'euros) ;
- les activités de recherche des 4 **centres de génétique humaine** reconnus (ce qui représente 900.000 euros) ;
- l'organisation, en Belgique, de **colloques, congrès** ou autres rencontres scientifiques de ce type (une centaine de subsides sont octroyés chaque année) ;
- la réalisation de **publications scientifiques**, qu'il s'agisse de publications périodiques, comme dans la plus grande partie des cas, ou de publications exceptionnelles, généralement à la demande du Ministre compétent (entre 80 et 100 subventions par an) ;
- des études et des actions de **diffusion des connaissances**, notamment celles qui, comme le « Printemps des Sciences », visent à sensibiliser le public des jeunes à l'étude des disciplines scientifiques (une dizaine par an) ;
- le fonctionnement et les activités de diverses **associations scientifiques et universitaires** (une vingtaine par an) ;
- des **prix** et des **bourses** (ex. : large prise en charge des frais de séjour et de voyage des boursiers de l'Institut Historique Belge de Rome ou du membre belge de l'Ecole française d'Athènes ; intervention dans les frais de minerval des étudiants francophones du Collège d'Europe à Bruges ; etc.) ;
- la **coopération scientifique** entre institutions belges de langue française et institutions étrangères (ex. : co-organisation de colloques, en Belgique ou à l'étranger ; missions d'observation en Suisse ou en Haute Provence par l'Institut d'Astrophysique de l'ULg, etc.) ;
- la **participation de la Belgique à des activités internationales** de politique scientifique (ex. : représentation de la Belgique dans le contexte du 6^e Programme cadre européen) ;
- etc.

Cette énumération, qui n'est pas exhaustive, indique déjà suffisamment que les moyens dont la Communauté française fait usage pour apporter son soutien à la recherche scientifique sont très variés.

Outre les formes d'activités subsidiées, lesquelles sont en effet fort diversifiées, il y a lieu, pour juger pleinement de cette variété, de prendre encore en considération les paramètres suivants :

- le soutien financier peut être **direct** (ex. : une subvention octroyée à un laboratoire ou un service universitaire pour une recherche fondamentale collective d'initiative ministérielle) ou **indirect** (ex. : la subvention octroyée au F.N.R.S., qui va servir notamment à financer de la recherche fondamentale collective d'initiative des chercheurs) ;
- il peut porter sur le **court terme** (ex. : subvention pour une mission scientifique de quelques jours à l'étranger) ou sur le **long terme** (ex. : une ARC programmée pour 5 ans) ;
- corrélativement, il peut impliquer de **petits montants** (quelques centaines d'euros dans le cas d'une mission) ou de **gros montants** (en moyenne 1 million d'euros pour une ARC) ;
- la subvention peut être **légale**, c'est-à-dire prévue par un texte de loi (ex. : le F.N.R.S., ou le fonds spécial pour la recherche), ou **facultative** (ex. : les subsides pour colloques et congrès) ;
- elle peut être **nominative**, c'est-à-dire que le nom du bénéficiaire (une personne morale, jamais une personne physique) figure alors dans le texte du décret budgétaire, ou **non** (ex. : bien que facultative, la subvention octroyée à l'Aquarium Dubuisson, de l'ULg, est inscrite nominativement au budget ; il en va de même des subventions accordées au Centre de Recherche en Mathématique – C.R.E.M. – ou à l'Agence Universitaire de la Francophonie – A.U.F. -, ce qui garantit évidemment à ces associations une régularité de financement).

Etant donné cependant les ressources dont dispose la Communauté française, elle ne subsidie bien souvent que de façon **partielle** une activité de recherche. Le bénéficiaire doit dès lors se tourner vers d'autres bailleurs de fonds en vue d'un financement complémentaire. L'inconvénient de cette situation est évidemment qu'elle amène à une multiplicité et à une complexification des démarches. En revanche, cette pluralité augmente les chances de chacun d'intéresser un sponsor ou l'autre.

Par ailleurs, afin d'**éviter le saupoudrage**, la Communauté française a dû mettre des limites à son « mécénat » : c'est ainsi qu'en dehors de quelques cadres définis, comme ceux des ARC ou du Concours des bourses de voyage, la Communauté française s'abstient d'apporter son soutien financier à l'élaboration d'une thèse de doctorat.

En fait, dans son action pour la recherche scientifique, la Communauté veille au maintien d'un juste équilibre entre le principe « élitiste » déjà évoqué à propos du F.N.R.S. et qu'on peut encore appeler, en se référant au sens étymologique du terme, principe « **aristocratique** » de soutien aux meilleurs, et le principe « **démocratique** » de soutien au plus grand nombre : aucune institution universitaire, par exemple, n'est a priori considérée comme « meilleure » qu'une autre et donc plus digne d'un appui ; aucune discipline scientifique n'est de même tenue pour plus intéressante qu'une autre.

Au demeurant, et quelles que soient les modalités d'octroi d'une subvention, qui peuvent également varier d'un cas à l'autre, le bénéficiaire est toujours tenu de **justifier** l'emploi qu'il en fait.

Pour sa part, la Communauté française se donne les moyens de **contrôler** l'usage qu'elle fait des deniers publics : selon l'importance des montants qui sont en jeu, l'octroi d'une subvention est soumis à l'avis de l'Inspection des Finances, à l'accord du Ministre du Budget et/ou à la décision collégiale du Gouvernement.

Richard MARTIN,
Directeur